





glise Notre-Dame, où le curé de la paroisse a dit la messe, après pour lui, à une des chapelles latérales.

A neuf heures, il est rentré à l'hôtel, et il s'est entretenu pendant quelques instants avec des ecclésiastiques dont je n'ai pu réussir à savoir le nom.

Le premier soin du petit-fils de Charles X, en arrivant à Anvers, a été de demander le mandement de Mgr l'archevêque de Malines pour le carême. Il se conforme exactement à toutes ses prescriptions. Du reste, l'ordinaire de la table du prince est très simple. Ce matin, son déjeuner s'est composé d'un poisson assaisonné à l'huile, de crevettes, d'œufs à la coque et d'une salade d'ananas.

L'ex-roi de Hanovre, qui est arrivé à Anvers mercredi dernier, et qui est débarqué à l'hôtel de la Paix, a déjà fait une visite au comte de Chambord. L'entrevue a été assez courte. Les deux augustes personnages se sont entretenus en allemand. L'ex-roi de Hanovre dit, dit-on, s'embarquer demain pour l'Angleterre, où il est attendu par le prince de Galles.

On annonce pour ce soir l'arrivée de plusieurs députés de la droite et celle de M. de Cathelineau qui ne pouvait manquer une si belle occasion d'aller présenter ses hommages à celui qu'il considère comme son souverain légitime.

A Bruxelles, l'incident de la journée est l'interpellation faite cette après-midi à la Chambre des députés par M. de Fré, membre de l'extrême gauche.

Le député de Bruxelles s'est plaint amèrement de ce que le gouvernement avait placé à Anvers des personnages haut placés, a-t-il dit, des mesquins de rigueur, mais je tiens à déclarer que s'il a agi de cette façon, le gouvernement n'a pas traduit les sentiments du pays.

M. de Fré, en terminant son discours, a pris occasion de reprocher vivement au ministre d'avoir rappelé l'ambassadeur de Belgique à Rome.

M. d'Aspremont-Lynden, ministre des affaires étrangères, a protesté d'une façon énergique de l'amitié de la Belgique pour la France, et a nié formellement que le comte de Chambord conspirât d'une façon quelconque. Quant au gouvernement belge, il n'a jamais chargé personne de féliciter le comte.

Voici la vérité : M. de Blacas a cru qu'il était de son devoir de rendre une visite à M. le gouverneur d'Anvers. Celui-ci, de son côté, a rendu sa visite à M. de Blacas. La plus stricte politesse le lui ordonnait. Mais j'affirme qu'à l'heure qu'il est, M. le gouverneur de la province d'Anvers ne connaît pas encore M. le comte de Chambord.

Les explications du ministre des affaires étrangères ont paru satisfaire pleinement l'Assemblée, excepté toutefois M. de Fré et quelques-uns de ses collègues. M. de Fré a répondu que, quand les princes d'Orléans étaient venus en Belgique, aucun des personnages officiels ne leur avait fait visite. Il a ajouté que le gouverneur militaire et M. le général Esneux avaient vu le comte de Chambord.

Nouvelle protestation du ministre, qui soutient que M. de Fré confond M. de Blacas avec M. le comte de Chambord.

M. le président, avant de lever la séance, a donné lecture d'une proposition de loi présentée par M. Defuisseaux, député de Mons, ainsi conçue :

« Considérant que la loi sur les étrangers est virtuellement abolie,  
« Je demande que la révision de la loi sur les étrangers soit mise à l'ordre du jour.  
« Signé : DEFUSSEAUX. »

M. de Theux, député du Limbourg, a demandé à la Chambre de passer à l'ordre du jour, et a déclaré que les explications du ministre étaient satisfaisantes.

La séance a été levée au milieu d'une agitation assez grande.

On a remarqué qu'en sortant de l'Assemblée, M. de Fré, et notre ministre, M. Picard, qui assistait à la séance, se sont entretenus assez longuement. M. Picard paraissait féliciter M. de Fré. Ce dernier est le même qui proposa, il y a quelques mois, d'offrir par souscription une plume d'or à Victor Hugo.

On lit dans le *Mémorial diplomatique* :

La diplomatie paraît généralement persuadée que le cabinet de Washington n'abandonnera pas ses prétentions dans l'affaire de l'*Alabama*, et qu'il ne concéderait rien ou presque rien.

De l'origine, il importait à ce cabinet d'obtenir que l'Angleterre reconnût, en principe, deux faits : d'abord, d'avoir violé la neutralité pendant la guerre de sécession ; ensuite de devoir, pour cette violation, une indemnité aux Etats-Unis. Ces deux points constituent le véritable fond du traité de Washington ; l'Angleterre les a concédés au cabinet de la Maison Blanche, est affaire de temps. Que l'Angleterre paie aujourd'hui ou ne paie pas, cela importe peu à l'Amérique, qui n'est pas pressée et qui attendra le moment opportun pour faire valoir sa créance contre l'Angleterre.

Aussi ne croit-on pas que du différend actuel

sortira immédiatement une conflagration entre les deux peuples. Il se peut que l'arbitrage n'ait pas lieu, que le traité de Washington soit abandonné de part et d'autre. Ce qui subsiste, c'est la reconnaissance par l'Angleterre des deux points acquis, alors même que le traité de Washington n'aurait pas été mis à exécution.

## RÉPONSE

A la Lettre de M. le baron Haussmann ET A LA PATRIE

Les deux établissements dont les poursuites contre la Compagnie immobilière menacent les plus grands intérêts de la population parisienne ont senti le besoin de se justifier de l'appréhension très modérée que nous avons faite de leur conduite.

Ces poursuites ont pris, comme on le sait, le caractère d'un véritable événement public ; c'est ce qui nous a engagé à nous rendre encore, dans un esprit de pacification, l'interprète des deux parties.

Nous avons mis d'autant plus d'empressement à accueillir la lettre du président actuel du Crédit mobilier, qu'elle proteste de l'intérêt qu'il porte toujours à la propriété et à l'industrie du bâtiment à Paris, comme de son désir d'amener une transaction entre deux Compagnies qui auraient tout à perdre à rester dans un état violent d'antagonisme.

Nous ne saurions trop l'engager à persévérer dans ces louables intentions.

Qu'il nous permette, à ce sujet, de lui rappeler les sages conseils de l'un de ses prédécesseurs, dans le but d'éloigner toute pensée de liquidation, en présence du sacrifice énorme que faisaient d'anciens administrateurs en faveur des deux Sociétés.

Il ne s'agissait de rien moins, en effet, que d'un sacrifice sans précédent dans le monde des affaires (1), d'une subvention de 36 millions sur laquelle 16 millions devaient être remis au Crédit mobilier, à titre de transaction, en déduction de sa créance, et 20 millions à la Compagnie immobilière, pour l'aider à traverser la période de transaction qui dure encore pour elle :

« Si l'on vous eût dit à ce moment (celui où M. de Germiny traitait en fonctions), que dix-huit mois plus tard, j'aurais amené 36 millions dans les mains de votre principal débiteur (de la Compagnie immobilière), et fait rembourser directement sur cette somme 16 millions à votre profit, vos plus extrêmes exigences auraient sans doute reçu satisfaction. »

« Rappelez-vous quelle était, à cette date, et quelle est encore aujourd'hui, l'importance des intérêts engagés dans ces affaires. Placé en face d'un débiteur de 110 millions, certainement insolvable à courte échéance, vous n'aviez, en dehors du faible espoir que pouvaient vous donner des procès douteux, d'autre alternative que celle-ci : ou liquider la Compagnie immobilière brusquement et à bref délai, ou la liquider lentement. »

« Dans le premier cas, j'ose à peine envisager les conséquences certaines qu'auraient eues pour vous le parti extrême auquel votre droit incontestable vous aurait ramené à vous arrêter. Primé par le Crédit foncier, créancier privilégié, n'ayant aucun intérêt à empêcher la réalisation précipitée de son gage ; en concours avec les obligations dont la créance serait, dans tous les cas, devenue exigible comme la vôtre, je ne sais, en dernière analyse, si la faillite de l'immobilière vous eût jamais donné un dividende important. »

« Dans le second cas — celui d'une liquidation longue — vous auriez attendu au moins dix ans avant de voir votre débiteur commencer, vis-à-vis de vous, sa libération impossible. Or, je vous le déclare, et tous les hommes d'affaires l'affirmeront avec moi, cette seconde alternative eût été aussi désastreuse que la première ; car mieux vaut encore une somme, même peu importante, réalisée et encaissée immédiatement, que le remboursement, dit-il être intégral, d'un capital condamné à rester improductif pendant dix ans, et qui serait presque entièrement anéanti par le fait seul de la suspension du paiement des intérêts. »

« Quoi qu'il en soit, après les bonnes paroles qui terminent la lettre de M. le baron Haussmann, nous aimons à croire qu'il ne saurait plus méconnaître les intentions formelles des donateurs de la subvention (1) Paroles textuelles de M. de Germiny, dans son rapport du 26 novembre 1868.

« Ça, c'est du sucre, plus que du sucre, ajouta maître Simon en présentant la tablette à l'idiot. Tiens, je te la donne. Si tu voulais te faire du mal, est-ce que je te le donnerais ? A l'aspect de cette franchise, dont il ne connaissait l'espèce que de vue, l'idiot reprit un peu ses sens. Tout à coup ses yeux s'apaisèrent comme le bout d'une vrille. Un sourire étrange de gourmandise et de contentement bégaya sur ses grosses lèvres. Il se mit à remuer les deux bras à peu près comme les palmipèdes agitent leurs ailes en sortant de l'eau. — Pour moi, pour moi, le morceau de sucre ! N'est-ce pas, c'est pour moi, monsieur ? dit-il. Et il tendit la main à maître Simon. — Oui, c'est pour toi, je viens de te le dire ; mais, en échange, tu parles ? — Je parlerai, je parlerai, je parlerai. — Tu diras où tu étais hier au soir ? — Oui, dans le bois... la pluie, le tonnerre, les éclairs... dans le bois, dans le bois. — C'était bien dans le bois de la Sauvagère ? — Par ici, dans le bois, répondit-il en montrant la cime des grands arbres. Là-bas, là-bas, à côté de la mare. — Très bien, voilà déjà quelque chose. Il était dans le bois de la Sauvagère ; c'est un fait acquis. — Et qu'est-ce que tu y as vu ? — J'ai vu les arbres, la pluie, le tonnerre, les éclairs. — Bon ! toujours la même chanson ! — Ah ! monsieur Simon, reprit Jacques, vous le voyez bien, ce sont là des mots sans suite. Il ne sait rien. Peut-être même n'y était-il pas. — Si ! si ! si ! Bastien y était, dit l'idiot, en se tournant du côté de l'Artigues. — Tens, c'est le monsieur ! Ah ! le monsieur ! Moi, Bastien, par fait de mal, j'ai jamais, allez ! — Eh bien ! tachez de voir clair dans tout cela, dit Jacques en s'adressant à l'officier de police.

de 36 millions, en maintenant indument son opposition sur une somme de 15 millions revenant encore à l'immobilière dans la part de 20 millions qui lui a été faite. C'est la privation de cette somme de 15 millions qui laisse, en ce moment, la Compagnie immobilière exposée aux poursuites rigoureuses du Crédit foncier et au danger d'une liquidation.

La réponse de la Patrie, au nom du Crédit foncier, est loin de présenter le caractère d'apaisement qui ressort de la lettre de M. Haussmann.

Le Crédit foncier cherche à atténuer la portée de la saisie et du séquestre qu'il a obtenus, mais cette modération n'est qu'apparente.

Ce qu'il ne fait pas directement, il le fait faire par le Sous-Comptoir des Entrepreneurs à Marseille et il fait encore demander la liquidation de la Société par quelques obligataires entièrement à sa dévotion.

D'autres ventes de terrains étaient préparées à Marseille, et ce n'était pas sans doute pour être désagréable à la Compagnie de la Méditerranée.

Il faut bien qu'on sache que jusqu'aux derniers mois qui ont précédé la guerre, l'influence du Crédit foncier sur les destinées de la Compagnie immobilière, était dominante, et qu'il s'en est servi d'une manière désastreuse, par l'intermédiaire des amis qu'il avait su placer à la tête de cette Société.

Cette influence s'est résumée, ainsi qu'on nous l'a démontré, par des actes, par des conventions qui ont eu pour résultat d'annuler plus de 63 millions de ventes garanties, près de 4 millions de revenus annuels et plus de 29 millions de bénéfices.

On ne peut s'étonner que d'une chose, c'est que cette Compagnie ait pu résister à une pareille gestion !

La liquidation de cette Société, sous une forme quelconque, a toujours été le but constant des efforts du Crédit foncier.

Le Crédit foncier avait encore un intérêt moral et un intérêt matériel à sauvegarder dans la direction qu'il a donnée aux affaires de l'immobilière.

C'était lui qui, par l'intermédiaire du Sous-Comptoir, avait encouragé les constructions tant critiquées de Marseille, en accordant directement des crédits insensés à des entrepreneurs de cette ville, et cela en dehors de la Compagnie immobilière.

Des bénéfices considérables ont été ainsi réalisés sous diverses formes par des commissions élevées et des intérêts excessifs.

Enfin, il a employé la même influence à faire résilier ces mêmes traités, de manière à s'affranchir immédiatement de tous risques, et cela à été obtenu au prix de sacrifices énormes sous le poids desquels la Compagnie immobilière ploye en ce moment. Il a enfin fait vendre, sans nécessité, à Paris, des immeubles d'une grande importance, dans le seul but de réduire sa créance.

De ces transactions avec les entrepreneurs de Marseille sont nées les créances que le Sous-Comptoir des Entrepreneurs et le Crédit agricole font actuellement valoir.

La demande en liquidation n'a pour but que de rentrer dans les mêmes errements, dans ces errements dont la Société subit les dures conséquences.

Nous nous arrêtons, pour ne pas nous écarter de l'esprit de conciliation que nous voudrions faire prévaloir.

Cependant il nous paraît nécessaire, en terminant, de rectifier quelques chiffres erronés, sur lesquels la Patrie s'appuie dans son argumentation contre nous.

L'importance des propriétés de la Compagnie immobilière, à Paris, est bien de 113 millions, et non de 93, comme l'avance le Crédit foncier, d'après une évaluation arbitraire faite par le Crédit mobilier, dans l'hypothèse d'une liquidation judiciaire à laquelle nous devrions nous opposer.

La valeur de ces propriétés serait attestée par les résultats mêmes des ventes judiciaires faites, dans d'autres temps, par la précédente administration, composée des amis du Crédit foncier.

Quels seraient aujourd'hui les résultats obtenus par des ventes forcées ? Nous n'osons le prévoir et nous ne voulons pas nous arrêter à cette pensée dont la réalisation serait funeste à la propriété foncière à Paris.

A Marseille il a été affecté au Crédit foncier les maisons et les terrains de la rue Impériale, les maisons de la Joliette et 46,000 mètres de terrains, etc., etc.

Les dates indiquées pour les annuités en retard, démontrent bien que ce retard remonte à l'origine de la guerre ; mais la Patrie ajoute que, en dix-huit mois, il n'a été payé au Crédit foncier qu'un acompte de 1,500,000 fr., ce qui prouverait, suivant elle, que les revenus de la Compagnie immobilière seraient inférieurs à ses charges d'intérêt.

Cette assertion est complètement inexacte.

Les revenus de cette Société n'ont été inférieurs à ses charges, qu'à l'époque fatale du siège et de la Commune, pendant que ses hôtels étaient transformés en ambulances, et que ses locataires étaient en fuite, pendant cette période néfaste où tout revenu avait disparu. Durant cet intervalle, on n'a pu rien payer, en effet ; puisqu'on ne recevait rien, mais le paiement des 1,500,000 fr. dont il s'agit ne date que de quelques mois, c'est-à-dire depuis que le mouvement régulier de la vie sociale a recommencé à se manifester : c'est ce que n'a pas dit le Crédit foncier, qui aurait voulu laisser croire que cette somme représentait la totalité des revenus de la Compagnie pendant dix-huit mois.

En sus des gages hypothécaires susindiqués il a été remis au Crédit foncier, comme garantie supplémentaire, six millions de créances hypothécaires que la Compagnie est disposée à abandonner en paiement des annuités en retard.

Nous aurions bien d'autres rectifications à faire, mais elles nous entraîneraient dans des développements d'un ordre secondaire dans lesquels nous ne voulons pas entrer.

L. DU BOURGNEUF.

## REVUE DES JOURNAUX

Il est dit que nous ne connaissons le manifeste des 80 que quand le temps de la révélation sera venu. C'est du moins ce que nous laisse entendre un article ambigüé de la Gazette de France, qui semble destiné à pressentir l'opinion.

Un effort considérable pour l'union des partis monarchiques s'est fait, dit-on, au sein de l'Assemblée, et cet effort n'a pas été stérile. Le pays n'a point ignoré de tous côtés il nous revient que l'union double entre des hommes séparés par la diversité de leurs antécédents, mais rapprochés par la communauté de leurs vues sur l'avenir de la France, a été saluée comme une grande espérance. Cette union est, en effet, la ressource suprême du pays.

Toutefois, qu'on ne s'y méprenne pas : nul n'a songé à braver le gouvernement actuel que l'union du centre droit ont concouru à établir. Ils sont toujours prêts à le soutenir, et plus ils se sentent unis, plus ils se trouvent forts pour l'appuyer, résolu à pratiquer avec lui une politique franchement conservatrice.

La Gazette de France, après avoir rassuré les intérêts qui pourraient s'alarmer d'une proclamation trop prochaine de la monarchie, et leur avoir fait apparaître ce résultat comme le couronnement du provisoire, fait dans les termes suivants l'historique du célèbre manifeste :

« Emandé d'abord d'un groupe de législateurs, devenu ensuite le programme de la droite entière et fortifié par l'accueil qu'elle a rencontré dans le centre droit, cette déclaration a cessé d'appartenir exclusivement à ses premiers auteurs. Ceux-ci auraient voulu dès à présent la publier. Mais on leur a représenté que l'importance de cet acte leur imposait une grande réserve, et qu'avant tout ils devaient éviter qu'il ne devint un prétexte d'agitation. Dès lors, obligés de prévoir des crises toujours possibles, mais très éloignées à ne pas les provoquer, ils s'abstiennent de publier aujourd'hui le programme de la droite. Le pays, qui peut compter désormais sur leur résolution, les approuvera de savoir attendre. »

A bon entendeur, salut !

Après avoir enregistré ces espérances que personne, il y a un an, n'eût osé déclarer chimériques, nous croyons utile de reproduire les réflexions fort justes, dans lesquelles le Temps rapproche notre situation des incertitudes et des tentatives analogues qui précédèrent le coup d'Etat de décembre, en sacrifiant à un troisième larron la République de février.

En vérité, dit le Temps, les amis de l'ordre et de la liberté ont chez nous la mémoire bien courte ! Absorbés par leurs rêves ou par la besogne courante des bureaux et des commissions, ils ne paraissent pas se souvenir comment en 1850 et 1851, d'autres mandataires de la matière législative, gouvernant, commandant, et prononçant des discours applaudis, l'empire se fit peu à peu dans le sentiment public, dans les choses et dans les hommes, jusqu'à ce qu'en une nuit néfaste toute cette élite de la France, à la fois si intelligente, si honnête et si impuissante : ministres d'Etat, jurisconsultes généraux, notables de la bourgeoisie ou du peuple, fut jetée à la porte de son propre maison.

Ils avaient cru tenir la France suspendue à la légalité irréprochable de leurs délibérations par

lémentaires (une France sans traditions et sans instruction) ; mais le pays se montra, en général, moins affligé qu'il n'eût fallu de leur chute, qui était pourtant la ruine de tout honneur national, de toute garantie politique, de toute sécurité. A la suite du mouvement, à ceux qui ne pouvaient réussir à établir la monarchie, n'avaient pas su contracter alliance avec la partie la plus vivante de la nation, pour fonder une République vraiment libérale.

Aujourd'hui, comme il y a vingt ans, l'Assemblée et le pays sont à peu près étrangers l'un à l'autre. Comment s'établirait-il entre les deux une communication régulière ? Il n'y a parmi nous ni forte culture populaire, ni une grande classe politique bourgeoise, à la fois instruite, sensée et active. Or, tandis que l'Assemblée exerce de savantes évolutions, ou qu'elle s'applique avec une assiduité digne d'éloges aux devoirs de chaque jour, le gros de la nation, peuple ou bourgeoisie, qui ne comprend rien aux nuances, aux compromissions, aux convenances de gouvernement, se laisse pénétrer par des courants bien autrement grossiers et intenses, où dominent la peur, l'amour aveugle du bien-être et du repos, l'envie sociale, le fanatisme religieux.

Que l'Assemblée songe au pays, si elle croit pouvoir se passer de songer aux Prussiens !

M. Robert Mithell étudie dans le *Courrier de France* le texte de la nouvelle loi présentée par M. le ministre de l'intérieur. Tout en observant qu'il pourrait être plus clair et spécifique, par exemple, les cas où se rencontrent les actes qualifiés d'attaques contre le gouvernement par les lois des 17 mai 1819 et 11 août 1845, il déclare approuver le principe même de la loi.

Il est incontestable, dit-il, que le pouvoir doit être placé au-dessus des violences et des anémies des partis hostiles. — Il est certain qu'en dehors des ministres, qui sont justiciables de l'opinion par eux-mêmes, il faut un chef d'Etat inviolable, inattaquable, que chacun soit tenu de respecter, parce que ses actes ont un caractère de loi, et que, si on les soumet à la discussion publique, parce qu'en un mot, il est irresponsable.

On voit sous quelle condition le *Courrier de France* accepte les mesures de salut public demandées par le gouvernement. L'inviolabilité du pouvoir lui paraît nécessaire, expédient pour le maintien de l'ordre et la marche des affaires. Mais il faut que cette inviolabilité soit légalement reconnue par une constitution qui déclare le chef de l'Etat irresponsable. On revient, par ce détour, à la conclusion posée par certains journaux officiels, à savoir : que le projet Lefranc annoncerait une initiative constitutionnelle de la part du pouvoir exécutif.

Un nouveau journal, le *Corsaire*, a paru ce matin avec la collaboration de MM. Jules Claretie, Alfred Assolant, Alexis Bouvier, Ed. Plouvier, Th. de Banville, H. de Lapompraye, Georges Sauton, Jules Dementhe, etc. Rédacteur en chef, M. G. Richardet.

## TRAVAUX PARLEMENTAIRES

### L'ABOLITION DE LA PEINE DE MORT

La 3<sup>e</sup> commission d'initiative, par l'organe de M. Ferdinand Boyer, a déposé un rapport sommaire concluant à la non-prise en considération de la proposition de MM. Schœlcher, Mahy et Brelay, ayant pour objet l'abolition de la peine de mort. Le rapport expose que le moment est mal choisi pour soulever une pareille question.

### LA DISSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE

La 7<sup>e</sup> commission d'initiative, par l'organe de M. Princeteau, a déposé un rapport sommaire concluant à la non-prise en considération de la proposition de MM. E. Quinet, L. Blanc et Gambetta, ayant pour objet de faire élire une nouvelle Assemblée. Le rapport expose que l'Assemblée actuelle n'aura rempli son mandat que lorsqu'elle aura donné à la France une constitution définitive. En outre, contrairement à l'opinion exprimée par les auteurs de la proposition, bon nombre de membres de la commission estiment que ce n'est pas la République qui pourra ramener, avec la sécurité des intérêts, la reprise des affaires.

La même commission, par l'organe du même rapporteur, a déposé deux autres rapports sommaires concluant à la non-prise en considération des propositions de MM. Denfert et Guillaud tendant au renouvellement partiel de l'Assemblée nationale. Cette conclusion a été prise à la majorité de 10 voix contre 9.

## LES ACTES OFFICIELS

### LA DÉNONCIATION DU TRAITÉ DE COMMERCE

L'Assemblée nationale a adopté, Le président de la République française promulgue la loi dont la teneur suit : L'Assemblée nationale, considérant que sans revenir au régime économique antérieur

— Qui vous dit qu'on l'entendra en justice ? Il éclairera par le peu de révélation que qu'il dit plus d'enchaînement que vous ne paraissez le croire. — Et, ajouta-t-il, as-tu rencontré quelqu'un ou vu quelque chose ? — Quelqu'un ? oui, oui ; attendez ! Le général !

— Le général, dit Dominique, c'est mon capitaine que l'idiot désignait ainsi quand il lui demandait un son. — Oui, oui ! le général, un petit son, s'il vous plaît ; ça portera bonheur à votre mariage. Et tout en parlant, il machonnait la tablette de chocolat. — Trouvé ! Ah ! si, si, si ! Trouvé ! j'ai trouvé ! s'écria le pauvre être ; j'ai trouvé, mais il ne faut pas me le prendre. — Te prendre quoi, voyons ? — Ça, reprit l'idiot en montrant la poche de son gilet. — Montre-moi, voyons, fais voir ! Bastien tira vivement quelque chose de sa poche. — Qu'est-ce que c'est que ça ? s'écria maître Simon en sautant sur l'objet. — Pas me le prendre ! Pas me le prendre ! répétait l'idiot. — Un objet en or ? la moitié d'une bague. — Ah ! c'est la moitié de la bague de mon capitaine dont voici l'autre fragment, dit Dominique. — En voilà assez pour le moment, s'écria l'officier de police en s'emparant des deux morceaux. Il est maintenant établi que cet enfant a assisté à la scène du crime. Était-il complice ? C'est ce qu'on ne sait pas encore et ce que l'information éclaircira. N'est-il témoin ? Voilà ce que nous aurons à voir. En attendant, je l'emmène pour qu'il figure dans les débats.

— Monsieur Simon, reprit Jacques, vous savez bien que les êtres privés de raison ne sont pas entendus en justice, les enfants idiots surtout.

— Qui vous dit qu'on l'entendra en justice ? Il éclairera par le peu de révélation que qu'il dit plus d'enchaînement que vous ne paraissez le croire. — Et, ajouta-t-il, as-tu rencontré quelqu'un ou vu quelque chose ? — Quelqu'un ? oui, oui ; attendez ! Le général !

— Le général, dit Dominique, c'est mon capitaine que l'idiot désignait ainsi quand il lui demandait un son. — Oui, oui ! le général, un petit son, s'il vous plaît ; ça portera bonheur à votre mariage. Et tout en parlant, il machonnait la tablette de chocolat. — Trouvé ! Ah ! si, si, si ! Trouvé ! j'ai trouvé ! s'écria le pauvre être ; j'ai trouvé, mais il ne faut pas me le prendre. — Te prendre quoi, voyons ? — Ça, reprit l'idiot en montrant la poche de son gilet. — Montre-moi, voyons, fais voir ! Bastien tira vivement quelque chose de sa poche. — Qu'est-ce que c'est que ça ? s'écria maître Simon en sautant sur l'objet. — Pas me le prendre ! Pas me le prendre ! répétait l'idiot. — Un objet en or ? la moitié d'une bague. — Ah ! c'est la moitié de la bague de mon capitaine dont voici l'autre fragment, dit Dominique. — En voilà assez pour le moment, s'écria l'officier de police en s'emparant des deux morceaux. Il est maintenant établi que cet enfant a assisté à la scène du crime. Était-il complice ? C'est ce qu'on ne sait pas encore et ce que l'information éclaircira. N'est-il témoin ? Voilà ce que nous aurons à voir. En attendant, je l'emmène pour qu'il figure dans les débats.

— Monsieur Simon, reprit Jacques, vous savez bien que les êtres privés de raison ne sont pas entendus en justice, les enfants idiots surtout.

— Qui vous dit qu'on l'entendra en justice ? Il éclairera par le peu de révélation que qu'il dit plus d'enchaînement que vous ne paraissez le croire. — Et, ajouta-t-il, as-tu rencontré quelqu'un ou vu quelque chose ? — Quelqu'un ? oui, oui ; attendez ! Le général !

— Le général, dit Dominique, c'est mon capitaine que l'idiot désignait ainsi quand il lui demandait un son. — Oui, oui ! le général, un petit son, s'il vous plaît ; ça portera bonheur à votre mariage. Et tout en parlant, il machonnait la tablette de chocolat. — Trouvé ! Ah ! si, si, si ! Trouvé ! j'ai trouvé ! s'écria le pauvre être ; j'ai trouvé, mais il ne faut pas me le prendre. — Te prendre quoi, voyons ? — Ça, reprit l'idiot en montrant la poche de son gilet. — Montre-moi, voyons, fais voir ! Bastien tira vivement quelque chose de sa poche. — Qu'est-ce que c'est que ça ? s'écria maître Simon en sautant sur l'objet. — Pas me le prendre ! Pas me le prendre ! répétait l'idiot. — Un objet en or ? la moitié d'une bague. — Ah ! c'est la moitié de la bague de mon capitaine dont voici l'autre fragment, dit Dominique. — En voilà assez pour le moment, s'écria l'officier de police en s'emparant des deux morceaux. Il est maintenant établi que cet enfant a assisté à la scène du crime. Était-il complice ? C'est ce qu'on ne sait pas encore et ce que l'information éclaircira. N'est-il témoin ? Voilà ce que nous aurons à voir. En attendant, je l'emmène pour qu'il figure dans les débats.

— Monsieur Simon, reprit Jacques, vous savez bien que les êtres privés de raison ne sont pas entendus en justice, les enfants idiots surtout.

— Qui vous dit qu'on l'entendra en justice ? Il éclairera par le peu de révélation que qu'il dit plus d'enchaînement que vous ne paraissez le croire. — Et, ajouta-t-il, as-tu rencontré quelqu'un ou vu quelque chose ? — Quelqu'un ? oui, oui ; attendez ! Le général !

— Le général, dit Dominique, c'est mon capitaine que l'idiot désignait ainsi quand il lui demandait un son. — Oui, oui ! le général, un petit son, s'il vous plaît ; ça portera bonheur à votre mariage. Et tout en parlant, il machonnait la tablette de chocolat. — Trouvé ! Ah ! si, si, si ! Trouvé ! j'ai trouvé ! s'écria le pauvre être ; j'ai trouvé, mais il ne faut pas me le prendre. — Te prendre quoi, voyons ? — Ça, reprit l'idiot en montrant la poche de son gilet. — Montre-moi, voyons, fais voir ! Bastien tira vivement quelque chose de sa poche. — Qu'est-ce que c'est que ça ? s'écria maître Simon en sautant sur l'objet. — Pas me le prendre ! Pas me le prendre ! répétait l'idiot. — Un objet en or ? la moitié d'une bague. — Ah ! c'est la moitié de la bague de mon capitaine dont voici l'autre fragment, dit Dominique. — En voilà assez pour le moment, s'écria l'officier de police en s'emparant des deux morceaux. Il est maintenant établi que cet enfant a assisté à la scène du crime. Était-il complice ? C'est ce qu'on ne sait pas encore et ce que l'information éclaircira. N'est-il témoin ? Voilà ce que nous aurons à voir. En attendant, je l'emmène pour qu'il figure dans les débats.

— Monsieur Simon, reprit Jacques, vous savez bien que les êtres privés de raison ne sont pas entendus en justice, les enfants idiots surtout.

à 1860, il y a lieu, dans la situation actuelle du pays, de réviser les tarifs de douane, D'arrêter :

Article 1<sup>er</sup>. — Le gouvernement est autorisé à dénoncer en temps utile les traités de commerce faits avec l'Angleterre et la Belgique.

Art. 2. — Les tarifs conventionnels resteront en vigueur jusqu'à son vote des tarifs nouveaux par l'Assemblée nationale.

Délibéré en séance publique, à Versailles, le 2 février 1872.

### CONVOCACTION D'ÉLECTEURS

Sont convoqués le 17 mars prochain, à l'effet d'élire leur représentant au conseil général, les électeurs des cantons de Lille (Ouest) ; Orléans (Hautes-Alpes) ; Hondschoote (Nord).

### SUSPENSION DE L'Etoile

Par décret du président de la République, contresigné par les ministres de l'intérieur et de la guerre, à la date du 23 février 1872, le journal *L'Etoile* a été suspendu, comme constituant une publication dont le seul but était d'étudier l'application du décret de suspension prononcé le 21 du même mois contre le journal *le Gaulois*.

## NOS INFORMATIONS

### ARRESTATION DE GRÉLIER, EX-MINISTRE DE L'INTÉRIEUR SOUS LA COMMUNE

Herpin-Lacroix, l'un des assassins de Clément Thomas, fusillé hier à Satory, disait avant de mourir : « Il en est bien d'autres qui se promènent librement à Paris et versant tout autour d'eux des coupables que moi. » Il faut bien l'avouer, malgré la surveillance active de la police, beaucoup de grands coupables ont réussi jusqu'ici à se dérober à toutes les recherches et vivent tranquillement à Paris ou dans les environs, sans être inquiétés ni recherchés.

Hier, deux agents s'introduisaient mystérieusement dans le couvent des Pères jésuites de Meudon, et, après une conversation d'une heure avec le directeur, descendant aux cuisines de la communauté, et là, s'adressant à un homme de haute taille, revêtu du



Commune comme délégué pour la réception de l'argentier du ministère des affaires étrangères. Enfin, le 15 mai, il fut nommé membre de la commission des subsistances à l'administration de la guerre. On sait le reste. Un ancien ministre devenu cuisinier ! Quelle navrante antithèse !

#### LA PLACE DE LA BASTILLE

C'était hier, 24 février, l'anniversaire des journées de 1848. On redoutait le soir une démonstration des quartiers ouvriers sur la place de la Bastille et dès l'après-midi de nombreux de la ville occupèrent militairement la place. A part quelques groupes inoffensifs qui ont été facilement dispersés et n'ont opposé d'ailleurs aucune résistance aux agents, aucune démonstration n'a eu lieu. L'ordre n'a pas été un seul instant troublé et les précautions dont l'autorité avait cru devoir s'entourer ont été inutiles.

#### LE BANQUET DU 24 FÉVRIER

Ce soir, grand banquet en souvenir du 24 février 1848 ; tous les membres survivants de l'ancien gouvernement provisoire de cette époque se sont rendus à Paris pour y assister. C'est M. Garnier-Pagès qui, comme d'habitude, présidera dans cette circonstance. Voici, croyons-nous, la première fois que, depuis 1850, le banquet commémoratif se donne à Paris.

#### UNE VOLEUSE DU HIGH-LIFE

Comment n'aurait-on pas eu confiance en elle ? Outre son titre de comtesse italienne, elle avait l'air si distingué, et elle portait si bien les délicieuses toilettes qu'elle se commandait chez les meilleures couturières de Paris ?... Ce n'était cependant qu'une simple aventurière, et si la police arrive à mettre la main sur elle, on peut lui prédire une jolie série de mois de prison.

Elle, c'est la comtesse Amalia d'Adda, — *valgo* Anaïs Lerouet, — qui vient de lever le pied du Grand-Hôtel où elle demeurait, emportant une quantité infinie d'objets divers volés par elle à des fournisseurs trop confiants, et notamment d'objets de la maison Constant et Hermance, 12, rue Halévy. Robes en foulard qui sont de véritables poèmes d'élegance, costumes de ville capables d'embellir la plus laide, — et Anaïs Lerouet est très jolie, — toilettes de soirée à attirer l'admiration de toute une salle d'Opéra. Elle emporte de quoi tourner la tête à toute une grande ville.

La police a ouvert une enquête, du reste ; mais il est probable que c'est bien inutilement.

#### ENCORE Rabagas !

Hier soir, sur les huit heures, une députation d'étudiants descendait encore au Vaudeville dans le but d'y faire une dernière manifestation, se proclamant de ne quitter la place que par la force des armes. Au milieu des deux premiers actes on attendit inutilement le signal du chef des sifflets. Au milieu du troisième on commença à s'impacienter, des murmures se firent entendre, on se mit à piffler ; les sifflets commencèrent. Au dernier acte, enfin, le tumulte devint si grand qu'on envoya chercher le poste qui fit sortir les siffleurs. Ici commence la scène la plus grotesque que l'on puisse imaginer. Au moment où les étudiants furieux remontaient vers la Bastille, discutant chaudement entre eux de l'immoralité réactionnaire de la pièce, des groupes composés des habitués de la petite bourse discutaient non moins chaudement, bien qu'il fut onze heures, d'une nouvelle politique que l'on avait fait courir le soir sur le boulevard. A la hauteur du café Riche les groupes se heurtèrent et se confondirent.

Les orateurs se mêlèrent en continuant à discuter l'un cherchant à persuader à son voisin que c'est une preuve de la décadence de l'art, l'autre lui répond que les 3/4 seuls en souffrent ; un troisième cite comme un argument irrésistible tous les cas de faillite de sa connaissance, à un quatrième, qui en conclut que les sifflets seuls en viendront à bout. On allait positivement en venir aux mains, sans l'intervention de la police, qui finit à grand-peine par dissiper les groupes.

#### LE MONUMENT FUNÈBRE DES GÉNÉRAUX CLÉMENT THOMAS ET LECOMTE

On sait qu'il y a quelques mois, les élèves de l'école d'architecture qui désiraient concourir pour le monument funèbre que doit élever la Ville de Paris aux généraux Clément Thomas et Lecomte, ont été invités à se faire inscrire à l'école des Beaux-Arts, dans l'ancienne salle de M. Constant Dufeux. La liste des concurrents, qui est très longue, vient d'être arrêtée, et le concours aura lieu aussitôt que le conseil municipal aura pris un sujet de ce monument une décision définitive. Les concurrents auront, à partir de ce jour, un mois plein pour terminer leurs projets. Beaucoup ont déjà, du reste, achevé les leurs, et il y en a de très remarquables. Presque tous pèchent cependant par trop grandes dimensions.

#### LES COMPTES-RENDUS DE LA DERNIÈRE EXÉCUTION

L'inspecteur de la prison Saint-Pierre a exprimé défendu qu'aucun journal fût, jusqu'à nouvel ordre, communiqué aux condamnés à mort qui sont en ce moment décapités dans cette prison. Il veut éviter, par cette mesure toute d'humanité, que ces malheureux puissent lire le récit de la triple exécution qui a eu lieu avant-hier.

#### LE CARTOUCHE DE L'OPÉRA

Nous avons déjà parlé de l'erreur qu'avait commise le peintre du nouveau cartouche de l'Opéra, en inscrivant, au lieu de la devise donnée par M. Garnier : *Cladibus hinc natus, domo debilis auro*, celle-ci, qui ne signifiait rien : *Caribus ac nostris nati delibit auro*. On a voulu réparer la méprise ; mais on n'y a qu'à demi réussi, puisque la devise en question est aujourd'hui : *Cassibus hinc natus, nullo delibit auro*. Comme cela, cela veut bien dire quelque chose ; mais *caribus*, commençant par deux brèves, le vers est faux. M. Garnier fera donc bien de veiller lui-même à ce qu'on accomplisse mieux ses instructions.

La devise, qui était d'abord écrite en caractères ordinaires, l'est maintenant en lettres lapidaires.

#### LES ANNEXES DE L'HÔTEL DE VILLE

On tire en ce moment à l'imprimerie nationale des affiches, annonçant au public que les terrains des annexes de l'hôtel de ville, situés avenue Victoria, seront, le 15 avril, vendus par petits lots. Parmi les clauses imposées aux acquéreurs, figure l'obligation de construire sur ces terrains des maisons de style uniforme, et faisant pendant, autant que possible, au nouvel hôtel de ville. Les intéressés trouveront les renseignements nécessaires à ces constructions, chez M. Roguet, architecte de la ville de Paris.

Simple question : si on attend dix ans avant

de rebâtir l'hôtel de ville, les acquéreurs des terrains de l'avenue Victoria seront donc forcés d'attendre également dix ans, et de perdre pendant ce temps, l'intérêt de leur argent ?

#### LA PASSERELLE DU CANAL SAINT-MARTIN

Les conseillers municipaux du quartier Saint-Martin vont, à la suite d'une pétition que leur ont adressée leurs électeurs, demander au conseil municipal, dans sa plus prochaine séance, que la passerelle en bois construite sur le canal, à la hauteur de la rue de la Douane, soit démolie et reconstruite en fer et plus large. Les habitants de ce quartier se plaignent, en effet, de son manque de solidité, qui pourrait bien un beau jour amener quelque grave accident.

#### LES MANUSCRITS D'AUBER

M. Ambroise Thomas vient de décider que les manuscrits, autographes et fragments inédits d'Auber, seraient placés dans une pièce spéciale au Conservatoire. On en a choisi une immédiatement voisine du musée Clapissin. Le travail de classement doit commencer aujourd'hui. Toutes les pièces de cette précieuse collection appartiennent à la Société des concerts du Conservatoire, qui les a payés, sans préjudice des droits d'auteurs dus aux héritiers, quarante mille francs, lors de la vente après décès. Dans la même pièce sera placé le piano de l'illustre défunt, ce piano n'a pas, du reste, beaucoup d'autre valeur que celle de souvenir, et, s'il n'avait pas appartenu à Auber, c'est à peine si on en relèverait deux cent cinquante ou trois cents francs.

#### LA LOGE DU PRINCE ORLOFF

Voici un fait qui semble prouver que le prince Orloff, ambassadeur de Russie, se croit certain de conserver longtemps son poste à Paris. Il vient de louer une loge aux Italiens, non pas seulement pour les trois mois de la saison qui va commencer, mais aussi pour la prochaine saison 1872-1873. La loge louée par le prince est la quatrième à gauche, en faisant face à la scène.

#### SUICIDES ET ACCIDENTS

Hier soir, à neuf heures, le bruit d'une détonation se fit entendre au sixième étage du numéro 47 de la rue Timpier. C'était le sieur Emile Pollot qui venait de se faire sauter la cervelle. On ignore les motifs de ce suicide.

Cette nuit, on a trouvé étendu inanimé, dans un des terrains vagues du boulevard Contrescarpe, le corps d'une jeune femme pouvant avoir vingt ans, et portant au sein gauche deux plaies béantes qu'elle avait dû se faire au moyen d'un instrument tranchant. On a trouvé sur elle une lettre par laquelle elle priait qu'on n'accusât personne de sa mort.

La victime s'appelle Rose Perrin, et demeure, 67, rue de Lille.

Hier soir, rue Quincampoix, Mélanie Gervais, fleuriste, s'est donnée la mort en avalant une fiole pleine de laudanum. Un billet tracé d'une main tremblante indiquait que des chagrins d'amour avaient poussé la malheureuse à cet acte de désespoir. M. le commissaire de police vint, avec le docteur Juillien, procéder aux constatations d'usage, et il fut établi, par l'attitude du cadavre, que la pauvre fille avait dû mourir au milieu des plus atroces convulsions.

Hier soir, le sieur François Fournier, ramassé sur la voie publique en état complet d'ivresse et enfoncé au violon du poste des Arts-et-Métiers, a tenté de se donner la mort en se pendait, à l'aide de son mouchoir, aux barreaux de la fenêtre.

— Avant-hier, à 8 heures du soir, le feu s'est déclaré dans la cave du sieur Vattelet, marchand de vin, rue Réaumur, 7. Les sapeurs-pompiers des Arts-et-Métiers et de la rue aux Ours accoururent immédiatement sur le lieu du sinistre, et après quelques heures de laborieux efforts se rendirent maîtres de l'incendie. On craint un instant de voir le feu se communiquer au théâtre de la Gaîté, dont le bâtiment est adossé à la maison. Le danger a été fort heureusement conjuré, et les dégâts purement matériels se bornent à une perte en marchandises évaluée à 80,000 fr.

— Ce matin, à six heures, un incendie s'est déclaré rue d'Allemagne, 167, chez le sieur Gillet, sécheur de bois. Les pompiers de la caserne de la Villette accoururent avec deux pompes sur le lieu du sinistre ; mais, malgré leurs efforts, ils ne purent parvenir à sauver l'aile du bâtiment envahie par les flammes. Les dégâts, évalués à une vingtaine de mille francs, sont largement couverts par une assurance.

— Un triste accident est arrivé hier soir rue de Ravignin, à Montmartre. M. Samuel Welsch, banquier, descendant cette rue escarpée, glissa et tomba si malheureusement qu'il s'ouvrit le crâne. Relevé immédiatement, M. Samuel Welsch fut transporté chez lui, 21, boulevard des Batignolles. On envoya chercher le docteur Beillot, qui déclara l'état du blessé des plus graves et presque désespéré. M. Welsch est âgé de soixante-quatre ans. La rue de Ravignin, du reste, est souvent le théâtre de pareils accidents.

#### LE MUSÉE D'HISTOIRE NATURELLE

Les réparations du musée d'histoire naturelle sont entièrement terminées et les traces des obus prussiens ont disparu de cette partie bombardée de Paris ; mais aujourd'hui que les ouvriers ont achevé leur besogne, les savants se mettent à leur tour à l'œuvre. Il s'agit de s'assurer si l'on pourra faire revivre les arbres exotiques rongés par les chevaux de cavalerie, pendant que l'armée campait au jardin des plantes.

Le problème n'est pas encore résolu ; jusqu'à présent les arbres ont été rapécés au moyen de janières de cuirs et d'aiguilles de zinc ; on les a emmaillottés, cataplasmés, soufés, arrosés de solutions selon la formule et aujourd'hui on attend l'effet de cette médication savante.

Nous devons, pour rapporter fidèlement la conclusion tirée de nos renseignements, annoncer que l'on a le plus grand espoir de les sauver.

#### HOMMES ET CHOSES

Dès les premières heures de leur dictature, Delescluze et ses amis supprimèrent les journaux hostiles à la Commune : il y en avait beaucoup et tous émigrèrent.

Vermorel avait essayé de résister à cette mesure.

— Nous devrions aller plus loin encore, dit Delescluze.

— Comment ?

— Il faudrait supprimer même les journaux qui nous sont dévoués, tous, sans exception, et n'avoir plus que l'*Officiel*, qui rendrait compte, sous notre surveillance, de nos délibérations et de nos actes.

— Y pensez-vous ! cher monsieur — car Vermorel ne pouvait se déshabiller d'être poli — c'est vous qui parlez ainsi, vous, l'un de nos maîtres ! Vous, ne par la presse, qui sans la presse ne seriez rien, vous voulez tuer votre maître !

— Sans doute, elle nous gêne. Il faut savoir, quand il est besoin, se tirer une bonne palette de sang.

— Mais, sans journaux, comment réchauffer le zèle de nos amis ?

— Nos amis sont nos ennemis, dès qu'ils nous discutent. Si nous voulons gouverner, il ne nous faut pas de contrôle. Qui est-ce qui a fait la révolution de 1830 ? des journalistes comme nous : s'ils avaient eu plus tôt le courage de supprimer la presse, la République n'était pas escamotée par l'affaire au profit de Louis-Philippe.

— C'est égal, cher monsieur, je ne me figure point Paris se réveillant demain sans journaux.

— Alors vous ne me soutiendrez pas, si je fais la motion ? demanda Delescluze, le front soucieux.

— Non, répondit courageusement Vermorel, je suis fils de la presse, moi aussi, et je ne la renierai pas.

— Je vois qu'il y a encore bien des préjugés à combattre, même dans l'esprit des plus intelligents.

— Faites-vous nommer dictateur.

— Mais la Commune ? Cette assemblée entend délibérer et légiférer.

— Supprimez-la aussi.

— Ah ! ah ! jeune homme, vous le feriez vous ?

— Oui, si j'étais Delescluze.

Et ils se séparèrent en entrant dans la salle des séances de la Commune.

Delescluze ne l'avait pas, mais c'était surtout le *Mot d'ordre* qu'il eût voulu faire disparaître. Il savait mieux que personne que l'arme de la plaisanterie maniée par le rédacteur de ce journal était cent fois plus redoutable que les tartines des doctrinaires.

Mâter la presse : désir suprême de tout gouvernement, quel qu'il soit, bon ou mauvais. C'est qu'elle est à la fois la hache de la révolution et la reine de l'opinion. Il y a deux proverbes, l'un anglais, l'autre espagnol, qui disent : « Ne touchez pas à la hache ! Ne touchez pas à la reine... »

Jendi matin, au moment même où le *Journal officiel* achevait le tirage du numéro contenant la suspension indéfinie de deux journaux, on conduisit au supplice trois des assassins des infortunés généraux Clément Thomas et Lescomte.

Peu d'heures auparavant, le télégraphe avait appris au gouvernement que cinq des journaux poursuivis en province étaient acquittés par leurs jurys respectifs. Ces journaux, dont je suis loin, très certainement de partager les doctrines, avaient érigé en principe que Rossel était un martyr et que la commission des grâces était une réunion d'assassins.

— Je ne veux pas la mort des pêcheurs ; il y en a trop, d'abord ; mais, de par cette jurisprudence, il va être permis de poser encore en martyrs les ignobles scélérats qui viennent d'être fusillés à Satory. Et comme, dans quelques jours, il va falloir encore exécuter les massacreurs des pauvres dominicains, ce seront encore de nouveaux noms à ajouter au calendrier communal.

Certes, les injures des journaux acquittés étaient autrement subversives que les quelques coups d'épingle d'un journaliste parisien, et j'aurais été bien curieux de voir le verdict qu'aurait rendu le jury si... mais j'oublie que nous sommes ici en état de siège. Cet état n'est pas aussi rafraîchissant que les bains du même nom.

Le comte de Chambord n'a rien à envier à Victor Hugo. Comme le poète, il vient d'avoir son charivari belge. C'est encore un drôle de peuple que ce peuple-là. A Bruxelles ce sont les catholiques qui huent sur la place des Barricades l'un des princes du communisme, à Anvers ce sont les communistes qui hurlent sous les fenêtres d'un prince du catholicisme.

Ces communistes, on dit que ce sont des élèves d'une école, et voilà le bourgeois, ce bon M. Van Put, qui veut en avoir le cour et exige que le chef de l'établissement lui livre les noms de ces jeunes gens. Ils sont blâtables, assurément, M. de Chambord n'est pas un prétendant belge, du moins que je sache ; car je ne suppose pas que son programme politique aille jusqu'à nous promettre des annexes au Nord ; on aurait donc aussi bien fait de le laisser recevoir tranquillement les ambassadeurs des légations de l'Assemblée.

C'est donc ce bon M. Van Put qui m'intéresse. Je le vois d'ici : un gros ventre, de petites jambes, une houppe dante à collet, un chapeau plat à trois cornes et une longue canne à bec de corbin ; c'est la tenue de tout bourgeois de théâtre, et celle qu'adopte le Désiré, des Bouffes, s'il était chargé de représenter le Van Put d'une ville flamande.

M. Van Put a télégraphié à son collègue de Bruxelles, où est attendu le comte de Chambord, afin que la place des Barricades soit surveillée d'avance. Il y a certainement de l'internationalisme dans cette dernière démonstration. Toujours le spectre rouge.

A Lyon, la conférence de Saint-Vincent de Paul a actuellement en caisse trois à quatre cent francs, qu'il lui est impossible de distribuer aux familles indigentes ; celles-ci recevant des secours assez considérables de l'Internationale à la condition de refuser ceux de la conférence.

Cela vient à l'appui d'une caricature récente.

Une dame offre à une femme en haillons de gagner 2 francs par jour.

— Si c'est pour travailler, je peux pas, répond la pétroleuse, parce que je suis aux assistées, on m'a donné 30 sous, et qu'alors on ne m'aurait rien.

Toujours la régénération.

CHRYSALE.

#### SOCIÉTÉ NATIONALE D'ENCOURAGEMENT DES

#### TRAVAILLEURS INDUSTRIELS

Il se fonde en ce moment, à Paris, une Société qui est appelée à rendre les plus importants services. Sa dénomination fait suffisamment connaître son objet.

Cette Société a pris le titre de *Société nationale d'encouragement des Travailliers Industriels* ; son but est d'aider, de récompenser, d'instruire et d'élever le Travailleur, ainsi que de le mettre à l'abri des besoins de la vieillesse.

Son président-fondateur est M. Troncén de Mersan.

Son siège est 23, rue de la Chaussée-d'Antin, à Paris.

Ses statuts seront envoyés à toutes les personnes qui en feront la demande.

Cette Société étudie en ce moment le programme d'une Exposition universelle et internationale d'Economie domestique, laquelle ouvrira à Paris,

dans le Palais de l'Industrie, du 15 juillet au 15 octobre 1872.

Les demandes d'admission sont, dès maintenant, reçues au siège de la Société.

Nous espérons pouvoir bientôt publier le programme détaillé de cette nouvelle et intéressante Exposition, qui ouvrira à la curiosité studieuse les plus vastes horizons.

#### LES AVIS DIVERS

Nous recevons la lettre suivante :

Monsieur le directeur, j'obéis à un sentiment de vive reconnaissance et d'humilité en vous priant de joindre mon témoignage à tous ceux qui ont déjà attesté les succès de la méthode du docteur Joannard contre les affections cancéreuses.

Depuis plusieurs années, ma femme, gravement atteinte d'une tumeur de cette nature au sein, éprouvait de cruelles inquiétudes en voyant son mal s'aggraver rapidement, malgré tous les traitements employés, lorsqu'au commencement de 1868, elle se confia aux soins dévoués du docteur Joannard, à Paris, rue Notre-Dame-de-Loire, 17. Grâce à ce traitement spécial, elle obtint en deux mois, sans opération, une guérison complète, et je suis heureux aujourd'hui de faire connaître cet excellent résultat, que le temps a si bien confirmé.

Agrez, etc.

C<sup>te</sup> PICARD, propriétaire à Caen (Calvados), r. de Bayeux, 21.

#### LES TRIBUNAUX

1<sup>er</sup> CONSEIL DE GUERRE (PARIS)

INSURRECTION DU 18 MARS 1871. — DÉSERTION A L'INTÉRIEUR

Dans le désarroi qui suivit la matinée du 18 mars 1871, les résidents de l'armée de Paris, désarmés depuis l'armistice, ne furent pas tous prévenus du départ de l'armée pour les Versaillais. Parmi les dévouements qui restèrent ainsi sans ordres pendant deux jours, se trouvait la 6<sup>e</sup> compagnie du 2<sup>e</sup> régiment du train des équipages militaires, compagnie qui occupait le baraquement de Concorde.

Cependant, le 20 mars, un brigadier de cette compagnie fut envoyé au bureau de la place, qu'il trouva naturellement occupé par les gardes nationaux insurgés, lesquels lui dirent : « L'armée est licenciée, vos hommes n'ont qu'à se présenter, ils recevront des feuilles de route pour rentrer dans leurs foyers ».

Le brigadier rapporta ces paroles au camp ; une vive émotion s'ensuivit dans la compagnie. Une vingtaine d'hommes disparurent presque immédiatement et manquèrent à tous les appels faits depuis. La masse des hommes comprit cependant qu'il n'appartenait pas aux gardes nationaux de licencier l'armée, et resta à son devoir.

Mais avaient donné le mauvais exemple en allant à la place en chantant la *Marseillaise*.

Et lorsque, plus tard, les officiers qui avaient pris des ordres à Versailles voulurent rallier toute la compagnie, neuf brigadiers et deux soldats avaient définitivement pris du service avec divers corps dans l'armée de la Commune.

C'est à raison de ce fait que les nommés : François Brian, brigadier ; Albert Chevallier, id. ; Pierre-Louis Leroy, id. ; Auguste-Alexandre Michaud, id. ; Guillaume-Auguste Berjard, id. ; Jean-Louis Bergé, id. ; Louis-Léon Desbordes, id. ; Joseph-François Bénédict, id. ; Joseph-Emile Quatrecoûté, id. ; Achille Trézol, soldat ; Joachim Brun, id.

Sont amenés devant le 1<sup>er</sup> conseil de guerre, sous l'accusation de désertion à l'intérieur et de participation à l'insurrection.

Après la lecture du rapport, M. le président a procédé à l'interrogatoire des accusés. Tous, pour se disculper, ont excipé du cas de force majeure.

M. le commandant Martin, commissaire du gouvernement, a soutenu l'accusation sur tous les points.

Après les plaidoiries des défenseurs des accusés, le président a fait connaître qu'il poserait au conseil la question subsidiaire de port d'arme illégale d'insignes dans un mouvement insurrectionnel à l'égard de tous les accusés, Trézol et Brun exceptés.

Le conseil est ensuite entré dans la salle des délibérations. Il rapporte au bout de deux heures un verdict négatif sur la question principale à l'égard de tous les inculpés.

Les nommés Bergé et Desbordes, reconnus coupables de port d'insignes militaires dans un mouvement insurrectionnel et de désertion à l'intérieur, sont condamnés à la peine de cinq ans de détention dans le fort de Vincennes.

Quatrecoûté, reconnu coupable des mêmes faits, est condamné à trois ans de prison ; Berjard, à quatre ans de prison ; Brian, Leroy, Michaud, Bénédict et Trézol, déclarés seulement coupables de désertion à l'intérieur, sont condamnés chacun à deux ans de prison ; Brun, coupable du même délit, trois ans de prison ; Enfin Chevallier est acquitté.

#### COUR D'ASSISES D'ALGER

INSURRECTION DES ISSERS (DELLYS). — CONDAMNATION À MORT.

Le jury a rendu, le 17 au soir, son verdict dans l'affaire de l'assassinat des Khammes de M. Jamnin et du pillage de la ferme de ce colon.

Mohamed ben Ahmed ou Mohamed a été condamné à la peine de mort.

Les autres accusés ont été frappés des condamnations suivantes :

Mohamed ou Kassi, Ameur ben M'Ahmed ou Saadi et Si Belkassam aux travaux forcés à perpétuité.

Ameur ben Mohamed ou Saïd et El Hadj Mohamed ont été condamnés à dix ans de travaux forcés.

Mohamed ben Ahmed ou Mohamed, Ameur el Karoudjine, et Ameur ou Ahmed ou Ameur, chacun à dix ans de travaux forcés, à 200 fr. d'amende et aux frais.

Mohamed ou El Hadj Kassi, à 8 ans de la même peine, amende et frais.

Mohamed Saïd ou Bel Akkides et Ali Ould Mohamed ou Ali, ont été acquittés et mis sur-le-champ en liberté.

Dans cette grave affaire, les accusés ne parlant que la langue kabyle, la cour était assistée de M. l'interprète Ahmed Kounsi, chevalier de la Légion d'honneur, qui parle cette langue avec une remarquable facilité et la traduit en français avec une précision peu commune.

#### ECHOS DE PARTOUT

Dans l'après-midi d'avant-hier, le lord-maire de Londres, accompagné de M. Léon Say, a fait une visite à M. le président de la République.

Ces messieurs sont ensuite revenus au palais du Petit-Luxembourg, où le préfet de la Seine a présenté au premier magistrat de la Cité les principaux fonctionnaires de son administration.

Le dernier numéro de l'*Eclipse* a été saisi hier, chez tous les libraires et dans tous les kiosques.

Il représentait M. Rouher, vêtu d'une longue chemise tombant jusqu'aux pieds, tenant d'une main un bouquet de violettes, et pressant, de l'autre bras, un angle maigre sur son cou.

Le génie et l'économie vont bien ensemble :

M. Victor Hugo avait, dans l'ivresse du triomphe, parlé d'inviter à dîner avant-hier tous les interprètes de *Ruy-Blas*.

Puis, avec la réflexion, la raison a repris le dessus, et M. Victor Hugo s'est contenté d'inviter MM. Vacquerie et Maurice.

On a trouvé le procédé... bizarre à l'Odéon.

Le lundi 4 mars, à huit heures du soir, aura lieu à l'Institut national des jeunes aveugles, 56, boulevard des Invalides, un concert, deuxième exercice public des élèves de l'établissement, pour la présente année scolaire.

Le bal des demoiselles de magasins, qui devait avoir lieu le 9 mars, est avancé au 2.

On lit dans le *Bien public*, sous la signature de M. H. Vignault :

Notre critique a été vive, parce que nos sentiments se sont...

O journaux ultra-officiels ! Quand on n'a plus d'indépendance, on est bien près de n'avoir plus de style.

M. le duc d'Aumale assistait hier à *Ruy-Blas*, dans la loge de... M. Jules Simon.

Nous avons précédemment un ministre de l'instruction publique et des beaux-arts qui sait prévoir toutes les éventualités.

Que vous vous suicidiez ! ça m'est bien égal, s'écriait hier, s'adressant à un consommateur, un marchand de vin de la rue Montorgueil ; mais que vous vouliez me faire passer pour un empoisonneur, voilà ce que je ne veux pas !

Voici ce qui venait d'arriver : Jules Descheny, fatigué de la vie, avait voulu se tuer en mêlant du laudanum à un verre de cognac qu'il venait de se faire verser. Heureusement le maitrecoq s'en aperçut à temps et tint à son client le langage violent que nous avons rapporté en commençant.

Jules Descheny, qui avait absorbé une partie du narcotique, dut être conduit d'urgence à l'hôtel Dieu.

Horrible ! Nous avons entendu le dialogue suivant, hier, à la sortie d'*Hamlet* :

PREMIER PETIT CRÉVÉ. — Sais-tu pourquoi Hamlet envoie forcément toutes les oies en enfer ?

DEUXIÈME PETIT CRÉVÉ, avec élan. — Oh ! non !



avant cette présentation, ils demandent l'avis des deux chefs du tribunal du même ressort.

Toutes les conditions pour être complètement renseignés sur les capacités et la moralité du candidat sont donc remplies. En outre, le garde des sceaux, s'il veut pousser plus loin ses investigations, a en son pouvoir mille moyens pour obtenir sur ce candidat des renseignements certains.

Les seuls reproches qui ont pu être sérieusement adressés à la magistrature sont ceux résultant du rôle politique qu'elle a joué, à certains moments, et à d'autres, elle a été accusée d'être devenue, en définitive, la connaissance de la magistrature, et de l'absence de toute concurrence électorale, à défaut de la réforme la plus prompte à rendre aux magistrats la considération qu'ils pouvaient avoir en partie perdue.

Le ministre ne blâme pas les conditions nouvelles introduites dans le projet pour l'acceptation des candidats. Qu'on multiplie, si l'on veut, les concours, les examens de capacité, mais à la condition toutefois de réserver au pouvoir exécutif le droit de nomination qui doit lui être consacré. C'est pour cela qu'il repousse absolument, pour sa loi, l'amendement de M. Béranger.

M. le président met aux voix l'amendement de M. Béranger, qui est ainsi conçu :

« Nul ne peut être admis dans la magistrature que par la voie du concours, au moins de réputation comme ancien magistrat, membre d'une juridiction administrative, juge de paix, avocat, notaire, professeur d'une faculté de droit ou greffier près d'une cour d'appel, les conditions spécifiées dans l'article 6.

« Nul ne peut être appelé à un grade supérieur sans avoir rempli pendant une durée de temps déterminée par la loi une fonction immédiatement inférieure.

L'amendement n'est pas adopté.

L'article 1<sup>er</sup> du projet, qui confère le droit de nomination au pouvoir exécutif, est adopté.

La séance est levée.

## LES THÉÂTRES

Ce soir, samedi, à l'Opéra-Comique, reprise des *Noëls de Figaro*, de Mozart.

Il n'y avait pas une place vide hier soir, à l'Opéra, pour la reprise de *Hamlet*. Peu de notabilités dans la salle, d'ailleurs. La représentation, dont notre collaborateur et ami Jancières rendra compte, s'est passée sans incidents dignes d'être rapportés. Nous nous bornerons donc à conseiller à M<sup>lle</sup> Sessi de changer d'entretien, car celui qu'*Hamlet* lui arrache des mains et dont M. Faure joue d'une façon si dramatique, était hier dans le plus désastreux état, troué et cassé.

Une innovation : ce sont maintenant les gardes de Paris à cheval qui font le service au contrôle et dans le vestibule de l'Opéra, et non plus les gardes à pied.

Voici le tableau des artistes engagés au Théâtre-Italien pour la saison de 1872 (mars, avril, mai) :

M<sup>mes</sup> Volpini, — Penco, — Marie Sassi, — Marchetti, — Simevski, — Trebelli, — Rosetti, — Vestri.

MM. Gardoni, — Nicolini, — Montanaro, — Delle Sedi, — Baggaglio, — Graziani, — Venger, — Modini, — Colonnese, — Topai, — Mercantini, — Vetro Casarini, — Uboldi, — Vercellotti.

Chef d'orchestre, directeur du chant, M. Dami.

Chef des chœurs, M. Braida.

On le voit, plusieurs artistes que notre correspondant d'avant-hier nous disait ne

pas pouvoir chanter cette saison à Paris, figurent sur ce tableau. Nous lui laissons toute la responsabilité de ses renseignements.

M. Fracchini est à Paris; il revient d'Arcahon, où il a passé l'hiver, pour donner à sa santé les soins qu'elle réclame.

Il revient parfaitement rétabli, avec sa voix fraîche, reposée, plus brillante que jamais; et nous sommes heureux de dire que la direction des Italiens pourra compter sur lui à partir du 1<sup>er</sup> avril jusqu'à la fin de la saison.

Plusieurs journaux reproduisent depuis quelques jours la note suivante :

« Un de nos compositeurs, dont le nom occupe le premier rang sur nos grandes scènes lyriques, est attendu aujourd'hui à Paris, de retour de Londres, pour être transporté dans une maison de santé et y recevoir les soins que nécessite une grave perturbation dans l'état de ses facultés intellectuelles.

Hâtons-nous de rassurer les nombreux amis et admirateurs de ce compositeur, en affirmant qu'il n'y a pas un mot de vrai dans tout ceci.

Il peut faire des folies, — on en fait à tout âge, — mais son esprit est parfaitement sain. Rien n'autorise le ton larmoyant de nos confrères; ils doivent réserver leur note émue pour une meilleure occasion.

Le Théâtre-Lyrique de l'Athénée répète avec la plus grande activité l'opéra en quatre actes de Weber : *Sylvana*, qui doit alterner sur l'affiche avec *Une Fête à Venise*.

On répète également les *Esclaves d'Athènes*, opéra en acte de M. Debillemont, et les *Surprises de l'Amour*, opéra comique en deux actes, de M. F. Poise.

Ce soir, grand concert au bénéfice de la souscription patriotique pour la libération du territoire, donné dans la salle du Grand-Hôtel par M<sup>mes</sup> Anna de Lagrange, Sanz, MM. Gardoni, Delle Sedi, et l'orchestre du Grand-Hôtel, sous la direction de M. Danbé.

Jeudi on a exécuté au concert du Grand-Hôtel un *andante con variazioni* et un *minuetto*, extraits d'un *quatuor* pour instruments à cordes de M. A. Elwart, qui ont obtenu un succès des plus flatteurs.

Nous avons surtout remarqué la variation des premiers violons, rendue par les artistes que dirige M. Danbé avec une virtuosité remarquable.

Nous n'avons pu aller dimanche dernier entendre la symphonie de M. Saint-Saëns, au Concert populaire; nous pouvons cependant sans crainte de nous tromper, faire l'éloge de cette œuvre, l'*Art musical* disant le plus grand mal dans son dernier numéro.

On peut lire à la 1<sup>re</sup> page de l'*Art musical*, la réclame suivante :

« Le nombre considérable de partitions qui nous a été demandé nous force à remettre à la fin du mois la publication d'*Aida*. Explique qui pourra.

Jennius.

## BULLETIN COMMERCIAL

Paris, le 24 février 1872

Céréales

Le marché est toujours au grand calme. On ne traite aucune affaire; la plus grande indécision règne partout.

Les vendeurs et les acheteurs sont toujours à s'observer.

Farines de consommation

Sans changement.

Choix et marques D, 73 n<sup>o</sup> à 74 n<sup>o</sup>. — Bonnes marques, 75 n<sup>o</sup> à 76 n<sup>o</sup>. — Sortes courantes ordinaires, 68 n<sup>o</sup> à 70 n<sup>o</sup>.

Farines de commerce

Les farines sont de nouveau en baisse.

Farines huit marques.

Dispon., 72 75. — Cour du mois, 72 75. — 2 prochains, 72 75. — 4 d'été, 72 75.

Farines supérieures

Dispon., 71 n<sup>o</sup>. — Cour du mois, 71 n<sup>o</sup>. — 2 prochains, 71 n<sup>o</sup>. — 4 d'été, 71 n<sup>o</sup>.

Huiles

Les huiles de colza restent en hausse.

Dispon., 105 25. — Cour du mois, 105 25. — 2 prochains, 105 n<sup>o</sup>. — 4 d'été, 103 n<sup>o</sup>. — 4 derniers, 100 n<sup>o</sup>.

L'huile est plus ferme.

Dispon., 97 50. — Cour du mois, 97 50. — 2 prochains, 97 50. — 4 d'été, 97 n<sup>o</sup>.

Trais-gris

Le trois-six est calme par continuation.

Disponibles et cour., 56 n<sup>o</sup>. — Mars et avril, 56 n<sup>o</sup>. — 4 d'été, 58 n<sup>o</sup>.

Sucre

Les sucres sont stationnaires.

## COMPTANT 10 0/0 D'ESCOMPTE

Vins : 45 c. la bouteille, 60 c. le litre.

COMPAGNIE DES CAVES GÉNÉRALES

111, r. de Bercy; 93, boul. Voltaire; 20, rue de Grammont; 7, r. Médicis; 88, r. de Rambuteau.

ULMER (F<sup>rs</sup>), tailleurs, par suite de l'annexion, ont transféré leur établissement de Strasbourg à Paris, 71, r. Nve-St-Augustin, pr. du boulevard.

## CESSATIONS DE PAYEMENTS

Jugements du 22 février 1872.

Société en nom collectif BOCKAÏRY et C<sup>ie</sup>, ayant pour objet le commerce d'étoffes de nouveautés, sous la dénomination de « Compagnie Lucienne », dont le siège est à Paris, boulevard des Capucines, 37, ladite société composée de : 1<sup>er</sup> Antoine-Marie-Jules-Ladan Bockairy, demeurant à Paris, rue de Choiseul, 20; 2<sup>e</sup> et Georges-Victor-Ladan Bockairy, demeurant à Paris, rue Louis-le-Grand, 11.

SIMON (Félix-Marie-Joseph), épicer et marchand de couleurs, demeurant à Paris, rue des Américains, 100.

BLANDIN (François), marchand de vin, demeurant à Paris, rue Saint-Apollinaire, 20.

FOLLETT, marchand de vin, demeurant à Paris, rue du Marché-Saint-Honoré, 5.

CASSE (François), marchand de vin logeur, demeurant à Paris, rue Beaumont, 91.

L'Administrateur co-Gérant, LOUIS GAL.

PARIS. — IMP. SERRIERE ET C<sup>ie</sup>, RUE MONTMARTRE, 123

## SOMMAIRE

du dernier numéro de la Semaine financière :

La Situation. — Les Bilans des Banques de France et d'Angleterre. — Les Bilans des Banques d'Espagne, de Portugal, de Grèce, de Roumanie, de Serbie, de Turquie, de Russie, de Belgique, de Hollande, de Prusse, de Bavière, de Wurtemberg, de Saxe, de Hanovre, de Brunswick, de Mecklembourg, de Schleswig-Holstein, de Holstein, de Danemark, de Suède, de Norvège, de Finlande, de Pologne, de Lithuanie, de Lettonie, d'Estonie, de Livonie, de Courlande, de Prusse-Orientale, de Prusse-Occidentale, de Pologne-Orientale, de Pologne-Occidentale, de Lithuanie-Orientale, de Lithuanie-Occidentale, de Lettonie-Orientale, de Lettonie-Occidentale, d'Estonie-Orientale, d'Estonie-Occidentale, de Livonie-Orientale, de Livonie-Occidentale, de Courlande-Orientale, de Courlande-Occidentale, de Prusse-Orientale-Orientale, de Prusse-Orientale-Occidentale, de Prusse-Occidentale-Orientale, de Prusse-Occidentale-Occidentale, de Pologne-Orientale-Orientale, de Pologne-Orientale-Occidentale, de Pologne-Occidentale-Orientale, de Pologne-Occidentale-Occidentale, de Lithuanie-Orientale-Orientale, de Lithuanie-Orientale-Occidentale, de Lithuanie-Occidentale-Orientale, de Lithuanie-Occidentale-Occidentale, de Lettonie-Orientale-Orientale, de Lettonie-Orientale-Occidentale, de Lettonie-Occidentale-Orientale, de Lettonie-Occidentale-Occidentale, d'Estonie-Orientale-Orientale, d'Estonie-Orientale-Occidentale, d'Estonie-Occidentale-Orientale, d'Estonie-Occidentale-Occidentale, de Livonie-Orientale-Orientale, de Livonie-Orientale-Occidentale, de Livonie-Occidentale-Orientale, de Livonie-Occidentale-Occidentale, de Courlande-Orientale-Orientale, de Courlande-Orientale-Occidentale, de Courlande-Occidentale-Orientale, de Courlande-Occidentale-Occidentale, de Prusse-Orientale-Orientale, de Prusse-Orientale-Occidentale, de Prusse-Occidentale-Orientale, de Prusse-Occidentale-Occidentale, de Pologne-Orientale-Orientale, de Pologne-Orientale-Occidentale, de Pologne-Occidentale-Orientale, de Pologne-Occidentale-Occidentale, de Lithuanie-Orientale-Orientale, de Lithuanie-Orientale-Occidentale, de Lithuanie-Occidentale-Orientale, de Lithuanie-Occidentale-Occidentale, de Lettonie-Orientale-Orientale, de Lettonie-Orientale-Occidentale, de Lettonie-Occidentale-Orientale, de Lettonie-Occidentale-Occidentale, d'Estonie-Orientale-Orientale, d'Estonie-Orientale-Occidentale, d'Estonie-Occidentale-Orientale, d'Estonie-Occidentale-Occidentale, de Livonie-Orientale-Orientale, de Livonie-Orientale-Occidentale, de Livonie-Occidentale-Orientale, de Livonie-Occidentale-Occidentale, de Courlande-Orientale-Orientale, de Courlande-Orientale-Occidentale, de Courlande-Occidentale-Orientale, de Courlande-Occidentale-Occidentale, de Prusse-Orientale-Orientale, de Prusse-Orientale-Occidentale, de Prusse-Occidentale-Orientale, de Prusse-Occidentale-Occidentale, de Pologne-Orientale-Orientale, de Pologne-Orientale-Occidentale, de Pologne-Occidentale-Orientale, de Pologne-Occidentale-Occidentale, de Lithuanie-Orientale-Orientale, de Lithuanie-Orientale-Occidentale, de Lithuanie-Occidentale-Orientale, de Lithuanie-Occidentale-Occidentale, de Lettonie-Orientale-Orientale, de Lettonie-Orientale-Occidentale, de Lettonie-Occidentale-Orientale, de Lettonie-Occidentale-Occidentale, d'Estonie-Orientale-Orientale, d'Estonie-Orientale-Occidentale, d'Estonie-Occidentale-Orientale, d'Estonie-Occidentale-Occidentale, de Livonie-Orientale-Orientale, de Livonie-Orientale-Occidentale, de Livonie-Occidentale-Orientale, de Livonie-Occidentale-Occidentale, de Courlande-Orientale-Orientale, de Courlande-Orientale-Occidentale, de Courlande-Occidentale-Orientale, de Courlande-Occidentale-Occidentale, de Prusse-Orientale-Orientale, de Prusse-Orientale-Occidentale, de Prusse-Occidentale-Orientale, de Prusse-Occidentale-Occidentale, de Pologne-Orientale-Orientale, de Pologne-Orientale-Occidentale, de Pologne-Occidentale-Orientale, de Pologne-Occidentale-Occidentale, de Lithuanie-Orientale-Orientale, de Lithuanie-Orientale-Occidentale, de Lithuanie-Occidentale-Orientale, de Lithuanie-Occidentale-Occidentale, de Lettonie-Orientale-Orientale, de Lettonie-Orientale-Occidentale, de Lettonie-Occidentale-Orientale, de Lettonie-Occidentale-Occidentale, d'Estonie-Orientale-Orientale, d'Estonie-Orientale-Occidentale, d'Estonie-Occidentale-Orientale, d'Estonie-Occidentale-Occidentale, de Livonie-Orientale-Orientale, de Livonie-Orientale-Occidentale, de Livonie-Occidentale-Orientale, de Livonie-Occidentale-Occidentale, de Courlande-Orientale-Orientale, de Courlande-Orientale-Occidentale, de Courlande-Occidentale-Orientale, de Courlande-Occidentale-Occidentale, de Prusse-Orientale-Orientale, de Prusse-Orientale-Occidentale, de Prusse-Occidentale-Orientale, de Prusse-Occidentale-Occidentale, de Pologne-Orientale-Orientale, de Pologne-Orientale-Occidentale, de Pologne-Occidentale-Orientale, de Pologne-Occidentale-Occidentale, de Lithuanie-Orientale-Orientale, de Lithuanie-Orientale-Occidentale, de Lithuanie-Occidentale-Orientale, de Lithuanie-Occidentale-Occidentale, de Lettonie-Orientale-Orientale, de Lettonie-Orientale-Occidentale, de Lettonie-Occidentale-Orientale, de Lettonie-Occidentale-Occidentale, d'Estonie-Orientale-Orientale, d'Estonie-Orientale-Occidentale, d'Estonie-Occidentale-Orientale, d'Estonie-Occidentale-Occidentale, de Livonie-Orientale-Orientale, de Livonie-Orientale-Occidentale, de Livonie-Occidentale-Orientale, de Livonie-Occidentale-Occidentale, de Courlande-Orientale-Orientale, de Courlande-Orientale-Occidentale, de Courlande-Occidentale-Orientale, de Courlande-Occidentale-Occidentale, de Prusse-Orientale-Orientale, de Prusse-Orientale-Occidentale, de Prusse-Occidentale-Orientale, de Prusse-Occidentale-Occidentale, de Pologne-Orientale-Orientale, de Pologne-Orientale-Occidentale, de Pologne-Occidentale-Orientale, de Pologne-Occidentale-Occidentale, de Lithuanie-Orientale-Orientale, de Lithuanie-Orientale-Occidentale, de Lithuanie-Occidentale-Orientale, de Lithuanie-Occidentale-Occidentale, de Lettonie-Orientale-Orientale, de Lettonie-Orientale-Occidentale, de Lettonie-Occidentale-Orientale, de Lettonie-Occidentale-Occidentale, d'Estonie-Orientale-Orientale, d'Estonie-Orientale-Occidentale, d'Estonie-Occidentale-Orientale, d'Estonie-Occidentale-Occidentale, de Livonie-Orientale-Orientale, de Livonie-Orientale-Occidentale, de Livonie-Occidentale-Orientale, de Livonie-Occidentale-Occidentale, de Courlande-Orientale-Orientale, de Courlande-Orientale-Occidentale, de Courlande-Occidentale-Orientale, de Courlande-Occidentale-Occidentale, de Prusse-Orientale-Orientale, de Prusse-Orientale-Occidentale, de Prusse-Occidentale-Orientale, de Prusse-Occidentale-Occidentale, de Pologne-Orientale-Orientale, de Pologne-Orientale-Occidentale, de Pologne-Occidentale-Orientale, de Pologne-Occidentale-Occidentale, de Lithuanie-Orientale-Orientale, de Lithuanie-Orientale-Occidentale, de Lithuanie-Occidentale-Orientale, de Lithuanie-Occidentale-Occidentale, de Lettonie-Orientale-Orientale, de Lettonie-Orientale-Occidentale, de Lettonie-Occidentale-Orientale, de Lettonie-Occidentale-Occidentale, d'Estonie-Orientale-Orientale, d'Estonie-Orientale-Occidentale, d'Estonie-Occidentale-Orientale, d'Estonie-Occidentale-Occidentale, de Livonie-Orientale-Orientale, de Livonie-Orientale-Occidentale, de Livonie-Occidentale-Orientale, de Livonie-Occidentale-Occidentale, de Courlande-Orientale-Orientale, de Courlande-Orientale-Occidentale, de Courlande-Occidentale-Orientale, de Courlande-Occidentale-Occidentale, de Prusse-Orientale-Orientale, de Prusse-Orientale-Occidentale, de Prusse-Occidentale-Orientale, de Prusse-Occidentale-Occidentale, de Pologne-Orientale-Orientale, de Pologne-Orientale-Occidentale, de Pologne-Occidentale-Orientale, de Pologne-Occidentale-Occidentale, de Lithuanie-Orientale-Orientale, de Lithuanie-Orientale-Occidentale, de Lithuanie-Occidentale-Orientale, de Lithuanie-Occidentale-Occidentale, de Lettonie-Orientale-Orientale, de Lettonie-Orientale-Occidentale, de Lettonie-Occidentale-Orientale, de Lettonie-Occidentale-Occidentale, d'Estonie-Orientale-Orientale, d'Estonie-Orientale-Occidentale, d'Estonie-Occidentale-Orientale, d'Estonie-Occidentale-Occidentale, de Livonie-Orientale-Orientale, de Livonie-Orientale-Occidentale, de Livonie-Occidentale-Orientale, de Livonie-Occidentale-Occidentale, de Courlande-Orientale-Orientale, de Courlande-Orientale-Occidentale, de Courlande-Occidentale-Orientale, de Courlande-Occidentale-Occidentale, de Prusse-Orientale-Orientale, de Prusse-Orientale-Occidentale, de Prusse-Occidentale-Orientale, de Prusse-Occidentale-Occidentale, de Pologne-Orientale-Orientale, de Pologne-Orientale-Occidentale, de Pologne-Occidentale-Orientale, de Pologne-Occidentale-Occidentale, de Lithuanie-Orientale-Orientale, de Lithuanie-Orientale-Occidentale, de Lithuanie-Occidentale-Orientale, de Lithuanie-Occidentale-Occidentale, de Lettonie-Orientale-Orientale, de Lettonie-Orientale-Occidentale, de Lettonie-Occidentale-Orientale, de Lettonie-Occidentale-Occidentale, d'Estonie-Orientale-Orientale, d'Estonie-Orientale-Occidentale, d'Estonie-Occidentale-Orientale, d'Estonie-Occidentale-Occidentale, de Livonie-Orientale-Orientale, de Livonie-Orientale-Occidentale, de Livonie-Occidentale-Orientale, de Livonie-Occidentale-Occidentale, de Courlande-Orientale-Orientale, de Courlande-Orientale-Occidentale, de Courlande-Occidentale-Orientale, de Courlande-Occidentale-Occidentale, de Prusse-Orientale-Orientale, de Prusse-Orientale-Occidentale, de Prusse-Occidentale-Orientale, de Prusse-Occidentale-Occidentale, de Pologne-Orientale-Orientale, de Pologne-Orientale-Occidentale, de Pologne-Occidentale-Orientale, de Pologne-Occidentale-Occidentale, de Lithuanie-Orientale-Orientale, de Lithuanie-Orientale-Occidentale, de Lithuanie-Occidentale-Orientale, de Lithuanie-Occidentale-Occidentale, de Lettonie-Orientale-Orientale, de Lettonie-Orientale-Occidentale, de Lettonie-Occidentale-Orientale, de Lettonie-Occidentale-Occidentale, d'Estonie-Orientale-Orientale, d'Estonie-Orientale-Occidentale, d'Estonie-Occidentale-Orientale, d'Estonie-Occidentale-Occidentale, de Livonie-Orientale-Orientale, de Livonie-Orientale-Occidentale, de Livonie-Occidentale-Orientale, de Livonie-Occidentale-Occidentale, de Courlande-Orientale-Orientale, de Courlande-Orientale-Occidentale, de Courlande-Occidentale-Orientale, de Courlande-Occidentale-Occidentale, de Prusse-Orientale-Orientale, de Prusse-Orientale-Occidentale, de Prusse-Occidentale-Orientale, de Prusse-Occidentale-Occidentale, de Pologne-Orientale-Orientale, de Pologne-Orientale-Occidentale, de Pologne-Occidentale-Orientale, de Pologne-Occidentale-Occidentale, de Lithuanie-Orientale-Orientale, de Lithuanie-Orientale-Occidentale, de Lithuanie-Occidentale-Orientale, de Lithuanie-Occidentale-Occidentale, de Lettonie-Orientale-Orientale, de Lettonie-Orientale-Occidentale, de Lettonie-Occidentale-Orientale, de Lettonie-Occidentale-Occidentale, d'Estonie-Orientale-Orientale, d'Estonie-Orientale-Occidentale, d'Estonie-Occidentale-Orientale, d'Estonie-Occidentale-Occidentale, de Livonie-Orientale-Orientale, de Livonie-Orientale-Occidentale, de Livonie-Occidentale-Orientale, de Livonie-Occidentale-Occidentale, de Courlande-Orientale-Orientale, de Courlande-Orientale-Occidentale, de Courlande-Occidentale-Orientale, de Courlande-Occidentale-Occidentale, de Prusse-Orientale-Orientale, de Prusse-Orientale-Occidentale, de Prusse-Occidentale-Orientale, de Prusse-Occidentale-Occidentale, de Pologne-Orientale-Orientale, de Pologne-Orientale-Occidentale, de Pologne-Occidentale-Orientale, de Pologne-Occidentale-Occidentale, de Lithuanie-Orientale-Orientale, de Lithuanie-Orientale-Occidentale, de Lithuanie-Occidentale-Orientale, de Lithuanie-Occidentale-Occidentale, de Lettonie-Orientale-Orientale, de Lettonie-Orientale-Occidentale, de Lettonie-Occidentale-Orientale, de Lettonie-Occidentale-Occidentale, d'Estonie-Orientale-Orientale, d'Estonie-Orientale-Occidentale, d'Estonie-Occidentale-Orientale, d'Estonie-Occidentale-Occidentale, de Livonie-Orientale-Orientale, de Livonie-Orientale-Occidentale, de Livonie-Occidentale-Orientale, de Livonie-Occidentale-Occidentale, de Courlande-Orientale-Orientale, de Courlande-Orientale-Occidentale, de Courlande-Occidentale-Orientale, de Courlande-Occidentale-Occidentale, de Prusse-Orientale-Orientale, de Prusse-Orientale-Occidentale, de Prusse-Occidentale-Orientale, de Prusse-Occidentale-Occidentale, de Pologne-Orientale-Orientale, de Pologne-Orientale-Occidentale, de Pologne-Occidentale-Orientale, de Pologne-Occidentale-Occidentale, de Lithuanie-Orientale-Orientale, de Lithuanie-Orientale-Occidentale, de Lithuanie-Occidentale-Orientale, de Lithuanie-Occidentale-Occidentale, de Lettonie-Orientale-Orientale, de Lettonie-Orientale-Occidentale, de Lettonie-Occidentale-Orientale, de Lettonie-Occidentale-Occidentale, d'Estonie-Orientale-Orientale, d'Estonie-Orientale-Occidentale, d'Estonie-Occidentale-Orientale, d'Estonie-Occidentale-Occidentale, de Livonie-Orientale-Orientale, de Livonie-Orientale-Occidentale, de Livonie-Occidentale-Orientale, de Livonie-Occidentale-Occidentale, de Courlande-Orientale-Orientale, de Courlande-Orientale-Occidentale, de Courlande-Occidentale-Orientale, de Courlande-Occidentale-Occidentale, de Prusse-Orientale-Orientale, de Prusse-Orientale-Occidentale, de Prusse-Occidentale-Orientale, de Prusse-Occidentale-Occidentale, de Pologne-Orientale-Orientale, de Pologne-Orientale-Occidentale, de Pologne-Occidentale-Orientale, de Pologne-Occidentale-Occidentale, de Lithuanie-Orientale-Orientale, de Lithuanie-Orientale-Occidentale, de Lithuanie-Occidentale-Orientale, de Lithuanie-Occidentale-Occidentale, de Lettonie-Orientale-Orientale, de Lettonie-Orientale-Occidentale, de Lettonie-Occidentale-Orientale, de Lettonie-Occidentale-Occidentale, d'Estonie-Orientale-Orientale, d'Estonie-Orientale-Occidentale, d'Estonie-Occidentale-Orientale, d'Estonie-Occidentale-Occidentale, de Livonie-Orientale-Orientale, de Livonie-Orientale-Occidentale, de Livonie-Occidentale-Orientale, de Livonie-Occidentale-Occidentale, de Courlande-Orientale-Orientale, de Courlande-Orientale-Occidentale, de Courlande-Occidentale-Orientale, de Courlande-Occidentale-Occidentale, de Prusse-Orientale-Orientale, de Prusse-Orientale-Occidentale, de Prusse-Occidentale-Orientale, de Prusse-Occidentale-Occidentale, de Pologne-Orientale-Orientale, de Pologne-Orientale-Occidentale, de Pologne-Occidentale-Orientale, de Pologne-Occidentale-Occidentale, de Lithuanie-Orientale-Orientale, de Lithuanie-Orientale-Occidentale, de Lithuanie-Occidentale-Orientale, de Lithuanie-Occidentale-Occidentale, de Lettonie-Orientale-Orientale, de Lettonie-Orientale-Occidentale, de Lettonie-Occidentale-Orientale, de Lettonie-Occidentale-Occidentale, d'Estonie-Orientale-Orientale, d'Estonie-Orientale-Occidentale, d'Estonie-Occidentale-Orientale, d'Estonie-Occidentale-Occidentale, de Livonie-Orientale-Orientale, de Livonie-Orientale-Occidentale, de Livonie-Occidentale-Orientale, de Livonie-Occidentale-Occidentale, de Courlande-Orientale-Orientale, de Courlande-Orientale-Occidentale, de Courlande-Occidentale-Orientale, de Courlande-Occidentale-Occidentale, de Prusse-Orientale-Orientale, de Prusse-Orientale-Occidentale, de Prusse-Occidentale-Orientale, de Prusse-Occidentale-Occidentale, de Pologne-Orientale-Orientale, de Pologne-Orientale-Occidentale, de Pologne-Occidentale-Orientale, de Pologne-Occidentale-Occidentale, de Lithuanie-Orientale-Orientale, de Lithuanie-Orientale-Occidentale, de Lithuanie-Occidentale-Orientale, de Lithuanie-Occidentale-Occidentale, de Lettonie-Orientale-Orientale, de Lettonie-Orientale-Occidentale, de Lettonie-Occidentale-Orientale, de Lettonie-Occidentale-Occidentale, d'Estonie-Orientale-Orientale, d'Estonie-Orientale-Occidentale, d'Estonie-Occidentale-Orientale, d'Estonie-Occidentale-Occidentale, de Livonie-Orientale-Orientale, de Livonie-Orientale-Occidentale, de Livonie-Occidentale-Orientale, de Livonie-Occidentale-Occidentale, de Courlande-Orientale-Orientale, de Courlande-Orientale-Occidentale, de Courlande-Occidentale-Orientale, de Courlande-Occidentale-Occidentale, de Prusse-Orientale-Orientale, de Prusse-Orientale-Occidentale, de Prusse-Occidentale-Orientale, de Prusse-Occidentale-Occidentale, de Pologne-Orientale-Orientale, de Pologne-Orientale-Occidentale, de Pologne-Occidentale-Orientale, de Pologne-Occidentale-Occidentale, de Lithuanie-Orientale-Orientale, de Lithuanie-Orientale-Occidentale, de Lithuanie-Occidentale-Orientale, de Lithuanie-Occidentale-Occidentale, de Lettonie-Orientale-Orientale, de Lettonie-Orientale-Occidentale, de Lettonie-Occidentale-Orientale, de Lettonie-Occidentale-Occidentale, d'Estonie-Orientale-Orientale, d'Estonie-Orientale-Occidentale, d'Estonie-Occidentale-Orientale, d'Estonie-Occidentale-Occidentale, de Livonie-Orientale-Orientale, de Livonie-Orientale-Occidentale, de Livonie-Occidentale-Orientale, de Livonie-Occidentale-Occidentale, de Courlande-Orientale-Orientale, de Courlande-Orientale-Occidentale, de Courlande-Occidentale-Orientale, de Courlande-Occidentale-Occidentale, de Prusse-Orientale-Orientale, de Prusse-Orientale-Occidentale, de Prusse-Occidentale-Orientale, de Prusse-Occidentale-Occidentale, de Pologne-Orientale-Orientale, de Pologne-Orientale-Occidentale, de Pologne-Occidentale-Orientale, de Pologne-Occidentale-Occidentale, de Lithuanie-Orientale-Orientale, de Lithuanie-Orientale-Occidentale, de Lithuanie-Occidentale-Orientale, de Lithuanie-Occidentale-Occidentale, de Lettonie-Orientale-Orientale, de Lettonie-Orientale-Occidentale, de Lettonie-Occidentale-Orientale, de Lettonie-Occidentale-Occidentale, d'Estonie-Orientale-Orientale, d'Estonie-Orientale-Occidentale, d'Estonie-Occidentale-Orientale, d'Estonie-Occidentale-Occidentale, de Livonie-Orientale-Orientale, de Livonie-Orientale-Occidentale, de Livonie-Occidentale-Orientale, de Livonie-Occidentale-Occidentale, de Courlande-Orientale-Orientale, de Courlande-Orientale-Occidentale, de Courlande-Occidentale-Orientale, de Courlande-Occidentale-Occidentale, de Prusse-Orientale-Orientale, de Prusse-Orientale-Occidentale, de Prusse-Occidentale-Orientale, de Prusse-Occidentale-Occidentale, de Pologne-Orientale-Orientale, de Pologne-Orientale-Occidentale, de Pologne-Occidentale-Orientale, de Pologne-Occidentale-Occidentale, de Lithuanie-Orientale-Orientale, de Lithuanie-Orientale-Occidentale, de Lithuanie-Occidentale-Orientale, de Lithuanie-Occidentale-Occidentale, de Lettonie-Orientale-Orientale, de Lettonie-Orientale-Occidentale, de Lettonie-Occidentale-Orientale, de Lettonie-Occidentale-Occidentale, d'Estonie-Orientale-Orientale, d'Estonie-Orientale-Occidentale, d'Estonie-Occidentale-Orientale, d'Estonie-Occidentale-Occidentale, de Livonie-Orientale-Orientale, de Livonie-Orientale-Occidentale, de Livonie-Occidentale-Orientale, de Livonie-Occidentale-Occidentale, de Courlande-Orientale-Orientale, de Courlande-Orientale-Occidentale, de Courlande-Occidentale-Orientale, de Courlande-Occidentale-Occidentale, de Prusse-Orientale-Orientale, de Prusse-Orientale-Occidentale, de Prusse-Occidentale-Orientale, de Prusse-Occidentale-Occidentale, de Pologne-Orientale-Orientale, de Pologne-Orientale-Occidentale, de Pologne-Occidentale-Orientale, de Pologne-Occidentale-Occidentale, de Lithuanie-Orientale-Orientale, de Lithuanie-Orientale-Occidentale, de Lithuanie-Occidentale-Orientale, de Lithuanie-Occidentale-Occidentale, de Lettonie-Orientale-Orientale, de Lettonie-Orientale-Occidentale, de Lettonie-Occidentale-Orientale, de Lettonie-Occidentale-Occidentale, d'Estonie-Orientale-Orientale, d'Estonie-Orientale-Occidentale, d'Estonie-Occidentale-Orientale, d'Estonie-Occidentale-Occidentale, de Livonie-Orientale-Orientale, de Livonie-Orientale-Occidentale, de Livonie-Occidentale-Orientale, de Livonie-Occidentale-Occidentale, de Courlande-Orientale-Orientale, de Courlande-Orientale-Occidentale, de Courlande-Occidentale-Orientale, de Courlande-Occidentale-Occidentale, de Prusse-Orientale-Orientale, de Prusse-Orientale-Occidentale, de Prusse-Occidentale-Orientale, de Prusse-Occidentale-Occidentale, de Pologne-Orientale-Orientale, de Pologne-Orientale-Occidentale, de Pologne-Occidentale-Orientale, de Pologne-Occidentale-Occidentale, de Lithuanie-Orientale-Orientale, de Lithuanie-Orientale-Occidentale, de Lithuanie-Occidentale-Orientale, de Lithuanie-Occidentale-Occidentale, de Lettonie-Orientale-Orientale, de Lettonie-Orientale-Occidentale, de Lettonie-Occidentale-Orientale, de Lettonie-Occidentale-Occidentale, d'Estonie-Orientale-Orientale, d'Estonie-Orientale-Occidentale, d'Estonie-Occidentale-Orientale, d'Estonie-Occidentale-Occidentale, de Livonie-Orientale-Orientale, de Livonie-Orientale-Occidentale, de Livonie-Occidentale-Orientale, de Livonie-Occidentale-Occidentale, de Courlande-Orientale-Orientale, de Courlande-Orientale-Occidentale, de Courlande-Occidentale-Orientale, de Courlande-Occidentale-Occidentale, de Prusse-Orientale-Orientale, de Prusse-Orientale-Occidentale, de Prusse-Occidentale-Orientale, de Prusse-Occidentale-Occidentale, de Pologne-Orientale-Orientale, de Pologne-Orientale-Occidentale, de Pologne-Occidentale-Orientale, de Pologne-Occidentale-Occidentale, de Lithuanie-Orientale-Orientale, de Lithuanie-Orientale-Occidentale, de Lithuanie-Occidentale-Orientale, de Lithuanie-Occidentale-Occidentale, de Lettonie-Orientale-Orientale, de Lettonie-Orientale-Occidentale, de Lettonie-Occidentale-Orientale, de Lettonie-Occidentale-Occidentale, d'Estonie-Orientale-Orientale, d'Estonie-Orientale-Occidentale, d'Estonie-Occidentale-Orientale, d'Estonie-Occidentale-Occidentale, de Livonie-Orientale-Orientale, de Livonie-Orientale-Occidentale, de Livonie-Occidentale-Orientale, de Livonie-Occidentale-Occidentale, de Courlande-Orientale-Orientale, de Courlande-Orientale-Occidentale, de Courlande-Occidentale-Orientale, de Courlande-Occidentale-Occidentale, de Prusse-Orientale-Orientale, de Prusse-Orientale-Occidentale, de Prusse-Occidentale-Orientale, de Prusse-Occidentale-Occidentale, de Pologne-Orientale-Orientale, de Pologne-Orientale-Occidentale, de Pologne-Occidentale-Orientale, de Pologne-Occidentale-Occidentale, de Lithuanie-Orientale-Orientale, de Lithuanie-Orientale-Occidentale, de Lithuanie-Occidentale-Orientale, de Lithuanie-Occidentale-Occidentale, de Lettonie-Orientale-Orientale, de Lettonie-Orientale-Occidentale, de Lettonie-Occidentale-Orientale, de Lettonie-Occidentale-Occidentale, d'Estonie-Orientale-Orientale, d'Estonie-Orientale-Occidentale, d'Estonie-Occidentale-Orientale, d'Estonie-Occidentale-Occidentale, de Livonie-Orientale-Orientale, de Livonie-Orientale-Occidentale, de Livonie-Occidentale-Orientale, de Livonie-Occidentale-Occidentale, de Courlande-Orientale-Orientale, de Courlande-Orientale-Occidentale, de Courlande-Occidentale-Orientale, de Courlande-Occidentale-Occidentale, de Prusse-Orientale-Orientale, de Prusse-Orientale-Occidentale, de Prusse-Occidentale-Orientale, de Prusse-Occidentale-Occidentale, de Pologne-Orientale-Orientale, de Pologne-Orientale-Occidentale, de Pologne-Occidentale-Orientale, de Pologne-Occidentale-Occidentale, de Lithuanie-Orientale-Orientale, de Lithuanie-Orientale-Occidentale, de Lithuanie-Occidentale-Orientale, de Lithuanie-Occidentale-Occidentale, de Lettonie-Orientale-Orientale, de Lettonie-Orientale-Occidentale, de Lettonie-Occidentale-Orientale, de Lettonie-Occidentale-Occidentale, d'Estonie-Orientale-Orientale, d'Estonie-Orientale-Occidentale, d'Estonie-Occidentale-Orientale, d'Estonie-Occidentale-